

CONTRE LE PRÉSIDENT DES PATRONS PRÉPARONS LA RIPOSTE

BULLETIN AUTO NPA LORRAINE NORD – PSA TREMERY & METZ-BORNAY – 06 JUIN 2017

Pour mener les prochaines étapes de son offensive contre les travailleurs et les classes populaires à coup d'ordonnances, Macron veut maintenant conquérir une majorité parlementaire à l'occasion des prochaines élections législatives. Mais alors qu'il jouait les « antisystème » pour se faire élire président, les listes de « La République En Marche » s'annoncent comme une vaste opération de recyclage. On y trouve les politiciens qui ont mis en place les politiques anti-ouvrières ces dernières décennies, ainsi que les traîtres, des arrivistes, des patrons...

AVEC MACRON, PATRONS ET CAPITALISTES SONT AUX ANGES

Pour ce gouvernement au service du patronat, toutes les attaques sont déjà programmées. Après une soi-disant « concertation » avec les syndicats et les organisations patronales qui durera jusqu'à l'élection de la nouvelle assemblée – le 18 juin – ce sera le rapide lancement de l'offensive contre le Code du travail, avec le vote d'une loi d'habilitation à légiférer par ordonnance « durant l'été », puis une loi de ratification des ordonnances « courant septembre ».

L'objectif : aller plus loin que la loi El Khomri, en privilégiant les accords d'entreprise par rapport aux accords de branche et au Code du travail. En ligne de mire, les salaires et la majoration des heures supplémentaires, qui pourraient – avec un accord local – être inférieurs à ceux prévus dans les accords de branche. Et pour faire passer un accord qui n'aurait que la signature de syndicats minoritaires, il est proposé qu'un patron puisse organiser un référendum dans l'entreprise. Il est également prévu de réintroduire le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif, supprimé de la « loi travail ». A l'ordre du jour encore, une hausse de la CSG de 1,7 point qui pèserait sur les salaires et les retraites... pour compenser la suppression des cotisations chômage et maladie.

Macron prévoit enfin de s'en prendre, d'ici la fin de l'année, à l'assurance chômage, puis à l'horizon du 1er semestre 2018, au système de retraite.

CE N'EST PAS A L'ELYSEE, CE N'EST PAS A MATIGNON QU'ON OBTIENDRA SATISFACTION...

Face à cette offensive imminente, la mise en œuvre, par les directions syndicales, d'un plan de mobilisation sociale d'ampleur serait la moindre des choses. Mais après les premières rencontres entre les responsables syndicaux et Macron, puis son premier ministre, on est très loin du compte.

Alors que Macron s'est ouvertement payé la tête de ses interlocuteurs syndicaux, déclarant à un de ses ministres : « Je ne leur ai rien dit », tous ont voulu croire qu'il allait assouplir son calendrier.

Berger de la CFDT a « senti un président de la République à la fois déterminé à mettre en place ses réformes, mais aussi à l'écoute ». Mailly de FO a « senti qu'à priori, il y a des marges de manœuvre ». Quant à la direction de la CGT, elle a estimé que « si le Président semble déterminé sur sa volonté d'accroître la casse du Code du travail, [...], il semble plus mesuré sur la forme et les délais de mise en œuvre » !

AU-DELA DES LEGISLATIVES: PREPARER LA RIPOSTE

Nous voilà donc prévenus : nous ne pourrions pas compter sur les directions des confédérations syndicales pour préparer cette inévitable confrontation.

Partout, dans les lieux de travail, les écoles, les quartiers, la question clé va être de regrouper, dans les syndicats, dans les collectifs de lutte, les forces disponibles pour engager la contre-offensive contre les projets du gouvernement.

Ce regroupement a déjà commencé avec le « Front social » qui regroupe à ce jour plus de 70 organisations syndicales et associatives. A son appel, des milliers de personnes ont déjà manifesté le 22 avril, veille du 1er tour de la Présidentielle, puis le 8 mai, au lendemain du 2ème tour. Il appelle d'ores et déjà à manifester le 19 juin, au lendemain du 2nd tour des législatives.

Dans ces élections législatives, le NPA est associé à Basta ! sur les 3 circonscriptions messines et, là où il n'est pas en mesure de présenter des candidat(e)s sur le programme défendu par Philippe Poutou à la présidentielle, il appelle à voter pour les candidat(e)s de Lutte ouvrière. Un moyen d'affirmer que nous nous préparons à repousser les offensives à venir !



LE NPA PRESENT AU SEIN DE BASTA !

Tout d'abord parce que les propositions de Basta ! « pour une révolution écologique et sociale » vont dans le sens de ce qui est nécessaire aujourd'hui. Ensuite parce que Basta !, regroupement militant né au moment des municipales à Metz, mène une politique unitaire de rassemblement : « nous, écologistes, anticapitalistes, décroissants, libertaires, syndicalistes et associatifs, nous avons voté Mélenchon, Poutou ou Arthaud au premier tour des présidentielles. Aujourd'hui, rien n'est plus important que de construire une opposition forte aux coups qui vont s'abattre. Dans cet esprit, Basta ! a proposé et propose encore à la France Insoumise, au PCF, à LO et à EELV de faire front commun ».

« **Priorité absolue aux transports en commun, leur gratuité, sortie du "tout-auto" »...**

et « reconversion de l'industrie automobile » lit-on dans les propositions de Basta ! : mais alors, que vont devenir les salariéEs de ce secteur ? La question est légitime et incontournable. Mais d'abord, rappelons que c'est aujourd'hui, à l'ère du « tout-auto » que des milliers d'emplois disparaissent, que l'intérim gagne sans cesse sur les CDI chez PSA, que la direction de PSA menace l'existence même du site de Borny. Pour nous, la « sortie du tout-auto » couplée à la « reconversion du secteur auto » n'est pas synonyme de chômage : nous aurons besoin d'équipes d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs pour révolutionner les modes de transports...

« **Continuité du salaire en cas de fermeture de poste ou d'entreprise** »

Un principe de base doit être imposé: les bouleversements nécessaires et urgents dans les modes de transports ne peuvent en aucun cas se faire sur le dos des salariéEs de ce secteur ! La « continuité du salaire » doit être assurée dans tous les cas de figure ! Ce sera là une vraie révolution sociale !

Dans les autres circonscriptions Mosellanes, le NPA appelle à voter Lutte Ouvrière.



LES CANDIDATS MACRON EN MARCHÉ POUR LEURS PRIVILEGES !

En Marche, le parti de Macron se vante de faire du nouveau. Il fonctionne comme une entreprise avec son patron et son DRH. Pas de votes dans des instances locales pour choisir les candidats aux élections. Il fallait envoyer son CV à une commission de candidatures présidée par un ancien ministre de Chirac. Que du neuf !

Plus des deux tiers des candidats en Marche sont « bac+5 » alors qu'ils ne représentent que 9 % de la population. 25 candidats dirigent des entreprises plus ou moins grandes. A l'inverse, les employés et professions intermédiaires, qui représentent plus de 30 % de la population, sont à peine 10 % des candidats. Il n'y a aucun ouvrier. Oui, aucun ouvrier ! On nous parle de « société civile ». C'est celle des privilégiés. Elle exclut ceux et celles qui travaillent. Et ils veulent nous imposer à coup d'ordonnances une réforme du code du travail pour favoriser les licenciements, eux qui ne savent que commander ! La nouveauté de Macron, elle se combattra dans les usines, les services et la rue.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook ...



AVALANCHE D'HEURES SUPPLEMENTAIRES CHEZ PSA !

Les samedis travaillés et les allongements d'horaires s'accumulent tandis que les effectifs sont de plus en plus restreints. En 2016, ce sont 3773 postes en CDI ou en CDD qui ont été supprimés. Le volume de moteurs fabriqués, lui, ne faiblit pas, au contraire. Certains postes sont supprimés, d'autres chargés à outrance à tel point que les accidents, eux aussi, s'accumulent mais la direction prétend qu'ils sont dus à la précipitation ! Samedi dernier, les grévistes de Metz-Borny ont obtenu que les samedis 26/06 et 15/07 soient payés ! Les seules limites que connaissent les patrons sont celles que les travailleurs imposent ! Unissons-nous, mobilisons-nous !

GM&S EN SURSIS. RENAULT ET PEUGEOT DEDOUANES ?

Un délai a été accordé par le tribunal pour étudier une nouvelle offre de reprise. D'un côté, depuis 15 ans, les repreneurs se succèdent, empochent les aides publiques et investissent le moins possible. Une fois la trésorerie pompée, ils quittent le navire. De l'autre, Peugeot et Renault exigent toujours plus de leurs sous-traitants, les menaçant d'en changer. Une machine à broyer la vie des salariés au profit des actionnaires. De quoi justifier le maintien des emplois chez GM & S et d'exiger que Renault et Peugeot, assument juridiquement et financièrement cet objectif.